

**TEXTE D'ANALYSE
N°03/2024**

AURÉLIE LEROY

**PUBLICATION SUR SITE WEB :
AUTOMNE 2024**

**AUTRICE :
AURELIE LEROY
CHARGÉE D'ETUDE
CETRI - Centre tricontinental**

LE GENRE A LA CROISÉE DES MIGRATIONS ET DU TRAVAIL (PREMIÈRE PARTIE)

Le genre agit sur les migrations, tout comme les migrations agissent sur le genre. Prendre conscience de ces réalités a permis de rendre les femmes visibles parmi les migrants, de révéler la dimension sexuée des flux migratoires et de montrer comment la division sexuée du travail conditionne les possibilités d'emploi et de migration des femmes. Des opportunités existent, mais les normes de genre et les structures patriarcales demeurent résistantes aux changements.

Croiser les enjeux de genre et de migration est aujourd'hui une démarche courante dans le champ de la recherche. Non pas tant du fait que les femmes représentent presque la moitié des migrants internationaux, mais en raison de ce que *fait* le genre aux parcours migratoires, et inversement. Adopter l'approche de genre signifie s'intéresser aux processus de différenciation et de hiérarchisation entre les sexes. Le genre divise, classe, hiérarchise l'humanité en deux moitiés inégales et interagit avec les catégories de classe, de « race », d'âge, de sexualité. Il structure les organisations collectives et les trajectoires individuelles, et génère des rapports de pouvoir complexes. C'est pourquoi il se déploie dans toutes les formes et à toutes les étapes de la migration, affectant différemment les hommes et les femmes dans les raisons d'un départ, dans les types de circulation, dans la ségrégation des marchés du travail, dans la gestion des frontières, dans les politiques migratoires et d'intégration, etc.

Ce document est disponible sur <http://www.universitedesfemmes.be>

© Université des Femmes asbl – rue du Méridien, 10 – 1210 Bruxelles

Tél 02 2293825 – info@universitedesfemmes.be

Cette « évidence » du genre dans les flux migratoires est toutefois relativement récente. La féminisation du regard sur les migrations et l'intégration des normes et pratiques de genre dans la compréhension des mobilités sont des perspectives qui ont mis du temps à émerger, en réaction à la quasi-invisibilité des femmes dans la littérature scientifique sur les migrations avant les années 1980. L'inexistence de données statistiques jusqu'il y a peu est révélatrice. La première évaluation mondiale sur la proportion des femmes migrantes, fournie par la Division de la population des Nations Unies, n'est parue qu'en 1998 ! (Hirtz, 2019)

La figure prototypique qui prévalait alors dans les récits était celle de l'homme travailleur, traversant les frontières pour des raisons économiques et de subsistance. Les femmes n'étaient pas totalement absentes du tableau, mais lorsqu'elles y figuraient, elles s'y trouvaient au second plan, campant des rôles sociaux de mères et d'épouses, suiveuses et à charge plutôt que protagonistes et autonomes. Sur les plans économique et politique, elles semblaient insignifiantes.

Ce biais androcentrique des théories des migrations a toutefois été contesté par des chercheuses féministes, qui ont rappelé ce qui peut sembler être un truisme aujourd'hui, à savoir que les femmes ont toujours migré et en nombre. Elles se sont surtout attelées à leur « donner corps », en les révélant là où on ne les attendait pas, à la croisée de la migration et du travail.

À partir des années 1990, un tournant s'est opéré. L'accent a été mis sur la participation économique des migrantes, sur les rôles et les positions qu'elles occupaient dans un marché du travail, international et national, bouleversé par les effets de la mondialisation néolibérale. Au fil des recherches, plusieurs figures de « la nouvelle femme globale » ont ainsi été mises en lumière, en particulier celle de la travailleuse dans les secteurs formels ou informels des services, des soins ou du sexe ; mais aussi, dans une moindre mesure, celle de l'ouvrière des zones franches et des industries à forte intensité de travail et à faible niveau de qualification, comme le textile, l'agroalimentaire ou l'électronique. Ou encore celle de la femme travaillant dans des chaînes de valeur horticoles.

Une abondance de travaux se sont (ré)intéressés aux trajectoires productives et reproductives entremêlées des femmes migrantes et ont souligné combien « *les rôles reproductifs assignés aux femmes étaient essentiels pour comprendre à la fois la spécificité de leur insertion dans la division sociale du travail et les particularités et variations de leurs schémas migratoires* ». Avec les « crises de la reproduction sociale » et l'intensification des flux de travail du *care* du Sud vers les « *villes globales* » (Sassen, 1984), de nouveaux questionnements ont vu le jour sur la « *division internationale du travail reproductif* » (Parreñas, 2001) et sur la « *chaîne globale de soin* » (Hochschild, 2000 ; Truong, 1996), mettant en évidence les articulations nouvelles entre économie domestique et économie globalisée.

Les femmes ont donc fini par être considérées comme des actrices économiques *et* sociales dans les circuits migratoires, et le genre a quant à lui été reconnu comme donnant lieu à des modèles de mobilité distincts, à des opportunités comme à des formes de discriminations spécifiques, que ce soit au sein de l'unité domestique ou du marché du travail, dans les pays de départ et d'arrivée.

Les femmes dans les flux migratoires mondiaux

Dans la littérature foisonnante croisant le genre et la migration, l'idée de « féminisation de la migration » s'est imposée dans les années 1990, au point de devenir un lieu commun repris à l'envi par des médias ou des responsables politiques. Cette expression en est toutefois devenue problématique, en raison des sens multiples qu'elle a pris, mais aussi des contre-vérités ou des simplifications qu'elle a charriées.

D'entrée de jeu, son utilisation a laissé penser qu'un phénomène nouveau se donnait à voir, celui d'une forte croissance des femmes dans les flux migratoires mondiaux. Dans un certain sens, « *il est vrai que l'effectif des femmes dans les migrations mondiales a doublé entre 1960 et 2015, mais c'était aussi le cas de l'effectif des hommes migrants et de la population mondiale* » (Avril et Cartier, 2019). En termes de proportion et de pourcentage, l'augmentation était par contre modeste à l'échelle de la planète. Les femmes migrantes internationales représentaient 46,6% de la population migrante au niveau international en 1960 et ont atteint un niveau maximum de

49,1% en 2000, avant que leur part diminue à 48,1% en 2020, soit un nombre de 135 millions (DAES, 2020).

Ces moyennes mondiales masquaient toutefois des variations régionales substantielles, qui s'expliquaient par un éventail de facteurs tels que les politiques d'immigration, le droit à l'établissement permanent et au regroupement familial, les pratiques de recrutement et la nature du marché du travail. L'Europe, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes ont sur cette base présenté un équilibre entre les sexes, avec une très légère augmentation en faveur des femmes depuis 1990. En Asie occidentale, qui comprend les États du Golfe, c'est la migration masculine qui a été prédominante durant cette période, tandis que, dans les économies en expansion d'Asie, le déficit en personnel domestique et de soin a conduit à une hausse de la demande des travailleuses migrantes issues du Sud-Est asiatique dans les années 1990 et 2000, avant de connaître un déclin dans les années 2010 (Oishi, 2017).

Les migrations féminines ne sont donc pas uniformes. Elles sont « *complexes et dynamiques* » et se déploient de manière « *non linéaires* » (Christou et Kofman, 2022). Plutôt que de parler de « féminisation de la migration » comme d'un phénomène global, Tittensor et Mansouri (2017) ont ainsi développé l'idée de « *pockets of feminisation* ».

Des changements d'ordre quantitatif ont été observés dans les parcours migratoires, mais ce sont les transformations qualitatives qui ont été les plus marquantes. Depuis les années 1990, une évolution s'est opérée dans les modèles de déplacement. Les femmes ont davantage migré seules, à la recherche d'un emploi, vers des destinations parfois plus lointaines qu'auparavant (Gresea, 2019). Autrefois dépendantes, elles sont davantage devenues les pionnières de la migration familiale et, par la même occasion, les principales pourvoyeuses de revenus pour les familles restées au pays, bousculant les normes et les rôles traditionnels de genre au sein des ménages et des sociétés. En 2019, parmi tous les travailleurs migrants internationaux, 70 millions – soit environ 41,5% – étaient des femmes (OIT, 2021). Et près de 80% de ces travailleuses migrantes étaient occupées dans le secteur des services.

Défis et enjeux d'une approche genrée des migrations

L'intérêt né du champ féministe pour la féminisation de la migration a permis de visibiliser les femmes migrantes et de sortir d'une approche des migrations sous l'angle du « masculin universel ». Il a surtout permis de pointer les transformations à l'œuvre dans les parcours migratoires des femmes et de cerner les effets réciproques des dynamiques de mobilité et de genre. De nombreux enjeux et défis ont jalonné ce parcours de réflexion. Nous proposons de passer en revue trois d'entre eux : l'imbrication des motifs et des stratégies migratoires, l'articulation entre agentivité et vulnérabilité et enfin, le travail domestique et de soin. L'agentivité, ou *agency*, est définie par Naila Kabeer comme « la capacité de définir ses propres buts et de les mettre en œuvre ».

Des motifs et des stratégies migratoires entremêlés

Un des principaux travers d'une approche des migrations aveugle au genre est la séparation arbitraire qui est faite entre l'économique, prépondérant dans l'explication des phénomènes migratoires et classiquement associé au masculin, et le social et culturel attaché à la sphère féminine. Ce cadre conceptuel a conduit à classer les mobilités à partir d'un critère unique déterminé selon le « canal d'entrée » : le travail, la famille ou le droit d'asile ; empêchant de rendre compte de la complexité des facteurs à l'origine de la prise de décision.

Cette logique simplificatrice et de cloisonnement, bien que critiquée, a toutefois continué à prévaloir dans les discours et les législations sur l'immigration avec pour effet qu'au regard des politiques officielles, les migrations pour motif de regroupement familial n'interfèrent par exemple pas avec le marché du travail, même informel ou domestique. Les femmes migrantes n'existent alors que comme accompagnatrices, attachées à une sphère privée, réalisant au mieux une activité non rémunérée et donc non comptabilisée.

Les débats sur la « féminisation de la migration de travail » ont permis de bousculer certaines représentations et de souligner la croissance de la proportion de femmes qui migrent à la recherche d'un emploi, mais ils ont parfois aussi laissé penser que les migrations pour motif

familial passaient dès lors à l'arrière-plan. Or, rappelons-le, vers les pays de l'OCDE, le regroupement familial demeure la principale forme de mobilité des femmes, devant celle de travail ou « humanitaire » (OCDE, 2022). Dans d'autres espaces, comme en Asie du Sud-Est et du Nord-Est, où les politiques ont restreint l'immigration permanente des travailleur·euses moins qualifié·es, la migration au titre de mariage représente là aussi une forme de mobilité importante des femmes.

Séparer arbitrairement logiques économiques et sociales, travail et famille, trajectoires productives et reproductives témoigne de la persistance de dichotomies simplificatrices et du trop peu d'intégration des rapports de genre dans les politiques et les recherches sur les migrations. Ces lectures binaires ne permettent pas de cerner les motivations de départ des femmes migrantes. Celles-ci peuvent arriver dans un pays grâce à une procédure de regroupement familial et s'activer ensuite pour trouver du travail, que ce soit dans le secteur formel ou informel. Dans d'autres contextes, un mariage avec une « épouse étrangère » peut se confondre avec le « recrutement d'une main-d'œuvre » dans le but de pallier un déficit de soins dans le foyer. Trajectoires économiques et « familiales » sont donc intimement liées.

Agentivité et contraintes

Qui se plonge dans les études sur les migrations est frappé·e par le foisonnement d'approches, de niveaux d'analyse, de disciplines impliquées, de facteurs à prendre en compte. En dépit de plusieurs décennies de recherches et d'une déferlante d'études, théoriques ou empiriques, sur le sujet, aucune n'a réussi à proposer un système explicatif global des phénomènes migratoires. La principale raison est que les migrations sont un phénomène multiforme qui ne peut être embrassé par une seule théorie globale ou universelle (Castle et Miller, 2009).

L'un des principaux défis qui se pose aux études sur les migrations, mais aussi aux études de genre, est la difficulté d'articulation entre l'agentivité et les structures sociales, comprises comme des dispositifs qui influencent, contraignent ou limitent les choix et les opportunités individuelles (de Haas, 2021).

Une première clé de compréhension des mobilités a été fournie par les théories économiques néoclassiques et les modèles *push-pull* d'attraction et de répulsion, centrés sur les individus autonomes (et par la suite sur les familles). Ils interprètent les processus migratoires comme des stratégies d'optimisation, à un niveau local, pour accéder à des sources de revenus plus élevées et sûres (ainsi que pour diversifier les risques). Un processus perçu donc globalement comme positif. Le problème majeur de cette approche tient au fait que les prises de décision se font « hors-sol », sans que ne soient prises en compte les contraintes structurelles et sociales auxquelles sont soumis les individus et les groupes, qui pèsent pourtant lourd dans le choix d'émigrer.

Selon cette grille d'analyse globalement « aveugle » au genre, la participation croissante des femmes comme agentes autonomes dans les flux migratoires s'explique par des raisons identiques à celles des hommes (économiques, sociales, politiques, environnementales, etc.), sans tenir compte de facteurs qui leur sont propres. Celles-ci peuvent certes partir pour travailler et subvenir aux besoins de leurs proches en réponse à une demande de main-d'œuvre en un lieu donné, mais elles peuvent aussi fuir une société patriarcale devenue étouffante et vouloir échapper à un environnement familial et communautaire discriminant et violent.

Une autre clé de lecture courante des mobilités a été produite par les modèles d'inspiration néomarxiste, qui s'intéressent moins aux décisions individuelles « micros » pour se tourner vers des facteurs sociohistoriques d'ampleur « macro ». Les migrations sont là comprises comme contraignantes et résultant de la « *pénétration des relations économiques capitalistes avec un besoin de main-d'œuvre peu rémunérée, à l'intérieur de pays 'périphériques' non capitalistes* » (Ambrosetti, Tattolo, 2008). Dans cette logique, c'est « *la restructuration néolibérale* » qui a, avant toute chose, « *façonné* » une main-d'œuvre de femmes migrantes » (Farris, 2013). Les migrations y sont vues comme s'appuyant et agissant sur les inégalités structurelles économiques et de pouvoir, tant au sein qu'entre les sociétés. Les hiérarchies sociales, économiques, culturelles et politiques y apparaissent comme déterminantes dans l'agir des personnes.

Cette perspective dépeint dès lors les mobilités comme dotées d'un faible potentiel d'émancipation et les migrant·es, comme ayant des marges de manœuvre très restreintes. Sassen (2006) décrit ainsi, dans les économies du Sud, fragilisées par la mondialisation néolibérale, des « *circuits de survie* » qui se sont mis en place, souvent au détriment des femmes ; obligeant celles-ci à entrer dans des filières de migration souvent illégales et abusives, pour se livrer à un travail mal payé ou à la prostitution.

Sans remettre en cause les fondements de cette analyse, les cadres d'intelligibilité qu'elle propose pour traiter une question comme la prostitution peinent toutefois à embrasser la complexité des réalités concrètes. Ils font insuffisamment apparaître la multiplicité des parcours de vie, des trajectoires de migration, du degré de coercition et d'exploitation et de la part d'agentivité des personnes impliquées. « *Résultat des courses, la prostitution est perçue comme une forme d'esclavage qui s'inscrit dans les extrémités du continuum des violences patriarcales* ».

À l'inverse, lorsque l'agentivité des individus est mis en avant de façon exacerbée, « *la prostitution est envisagée comme un travail, comme un 'échange économico-sexuel' qui résulte d'un 'choix' reposant sur la liberté de disposer de son corps* » (Leroy, 2022). Les femmes migrantes inscrites dans la prostitution sont souvent perçues par les extrêmes, tantôt comme des victimes de la traite, tantôt comme des travailleuses du sexe, entrepreneuses et actrices de leur mobilité. Or, consentement, contrainte, tromperie et exploitation fluctuent et se croisent dans les étapes migratoires, mettant à mal des classifications binaires telles que migrations volontaires ou forcées, travailleuse du sexe ou victime de la traite. En outre, « avoir le choix » ne signifie pas la même chose et n'a pas la même portée pour tout le monde.

Ni les explications historico-structurelles « macro », ni les explications *push-pull* « micro » n'offrent, à elles seules, de traduction réaliste de l'agentivité des migrant·es. Soit elles les privent de tout pouvoir d'action, soit elles leur en accordent trop. La capacité des migrant·es à opérer des choix indépendants, en tenant compte des contextes défavorables, est limitée mais bien réelle. En dépit des restrictions gouvernementales, des injonctions culturelles ou religieuses, des normes de

genre et d'un continuum de violence, nombreux·ses sont les migrant·es qui ont réussi à franchir des frontières fermées et à mobiliser une myriade d'intermédiaires et de « facilitateurs » qui jalonnent les parcours de migration. Des ponts doivent dès lors continuer à être construits entre les facteurs structurels qui sous-tendent les mobilités et les motifs davantage centrés sur les individus et leurs réseaux élargis.

Dans ces deux schémas « classiques » d'analyse des migrations, certains enjeux en lien avec *l'agency* sont parfois oubliés, plus encore dans une approche sensible au genre et à l'intersectionnalité. L'accès inégal aux ressources matérielles et sociales, culturelles et corporelles (comme la bonne santé) est déterminant dans la capacité et les aspirations à se déplacer ou à rester. Ensuite, la perception de ce qu'est « une vie bonne » ainsi que les valeurs attachées aux déplacements varient selon les groupes et les individus et interviennent aussi dans la capacité à agir.

« Aller en aventure » est une expression couramment utilisée en Afrique de l'Ouest pour désigner la migration des jeunes, principalement des hommes. Une sorte de rite de passage qui reflète des dynamiques de genre, des attendus sociaux en termes de masculinité et de féminité qui peuvent être reproduits ou transformés au cours des expériences. L'agentivité féminine et la solidarité entre femmes ne doivent en outre pas s'arrêter au cadre des migrations « volontaires ». Elles doivent s'appliquer également aux migrations « forcées ». En effet, les mobilités se caractérisent par un continuum de contraintes dont les niveaux d'intensité, plus ou moins élevés, impactent inmanquablement la capacité d'agir et de résister des principales concernées, mais sans les réduire cependant à des victimes totalement soumises et passives.

Les vulnérabilités et les contraintes d'un côté, *l'agency*, et le pouvoir d'action de l'autre sont donc des notions centrales dans les théories conventionnelles sur les migrations et les études de genre. L'une n'exclut toutefois pas l'autre. La vulnérabilité ne dépossède pas de tout pouvoir d'agir ; et l'agentivité ne nie pas les contraintes et les situations de dépendance.

Bibliographie

- E. Ambrosetti et Giovanna Tattolo, « Le rôle des facteurs culturels dans les théories des migrations », dans *Démographie et Cultures (Actes du colloque de Québec 2008)*, 2008.
- C. Avril et M. Cartier, « Care, genre et migration », *Genèses*, n°114, 2019.
- S. Castles et M. J. Miller, *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*, Palgrave MacMillan, 2009.
- A. Christou et E. Kofman, « Gender and Migration : an introduction », *Gender and Migration*, IMISCOE Research Series, 2022.
- DAES, « International Migrant Stock 2020 », 2020, <https://www.un.org/>.
- S. Farris, « Néolibéralisme, femmes migrantes et marchandisation du care », *Vacarme*, n°65, 2013.
- H. de Haas, « A theory of migration: the aspirations-capabilities framework », *Comparative Migration Studies*, n°9, Springer, 2021.
- N. Hirtz, « Travailleuses migrantes et transformations du marché de l'emploi », *Gresea Échos*, décembre 2019.
- A. R. Hochschild, « Global Care Chains and emotional surplus value », dans W. Hutton et A. Giddens (dir.), *On the edge: Living with Global Capitalism*, Jonathan Cape, 2000.
- A. Leroy, « Prostitution : quand les pétitions de principe affectent les droits des migrantes », avril 2022, www.cetri.be.
- OCDE, *Perspectives des migrations internationales 2022*, 2022, <https://www.oecd.org/>.
- N. Oishi, « Gender and Migration in Asia », dans D. Tittensor et F. Mansouri (dir.), *The Politics of Women and Migration in the Global South*, Palgrave MacMillan, 2017.

OIT, *ILO Global Estimates on International Migrant Workers, third edition*, 2021, <https://www.ilo.org>.

R. S. Parreñas, *Servants of globalization: Women, migration, and domestic work*, Stanford University Press, 2001.

S. Sassen, « Vers une analyse alternative de la mondialisation : les circuits de survie et leurs acteurs », *Cahiers du Genre*, n°40, 2006.

D. Tittensor et F. Mansouri, « The Feminisation of Migration? A Critical Overview », dans D. Tittensor et F. Mansouri (dir.), *The Politics of women and Migration in the Global South*, Palgrave MacMillan, 2017.

T.-D. Truong, « Gender, International Migration and Social Reproduction », *Asian and Pacific Migration Journal*, vol. 5, n°1, 1996.